

**ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 458**

**du 19 DEC. 2025**

**complémentaire portant modification de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-127 du 3 juin 2009, portant autorisant de la société Isoplus Énergie d'exploiter une installation de production de tubes et de pièces pré-isolés située à Creutzwald**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : "Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage" ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)) ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-127 du 3 juin 2009 autorisant la société Inpal Industries à exploiter une installation de production de tubes caloporteurs en acier pré-isolés sur la commune de Creutzwald (57) ;
- Vu** le porter à connaissance de modifications notables transmis par la société Inpal Industries le 26 février 2025 au préfet de Moselle relatif à la mise à jour de la situation administrative de ses installations et à l'augmentation d'activité de production ;
- Vu** le changement de dénomination sociale de la société Inpal Industries devenue Isoplus Energie au 1<sup>er</sup> juillet 2025 ;
- Vu** le rapport du 14 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courrier préfectoral du 25 novembre 2025 informant la société Isoplus Énergie des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** le courrier du 8 décembre 2025 réceptionné par courriel du 10 décembre 2025 de la société Isoplus Énergie sur le projet d'arrêté préfectoral par lequel il indique qu'il n'a pas d'observation ;

**Considérant** que le site est déjà connu de l'administration pour une activité classée sous la rubrique 3410-h ;

**Considérant** que les augmentations projetées constituent une extension ne devant pas faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ;

**Considérant** que la société Isoplus Énergie a démontré que les modifications projetées ne généreront pas d'impacts supplémentaires significatifs par rapport à la situation déjà autorisée ;

**Considérant** qu'en particulier, les mesures déjà en place permettent de maîtriser les risques et inconvénients liés à la modification ;

**Considérant** que pour les raisons mentionnées ci-dessus, les modifications demandées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** donc que les modifications demandées ne présentent pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** toutefois que ces modifications nécessitent d'être encadrées par des prescriptions complémentaires ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : Identification de l'exploitant

La société Isoplus Énergie (SIRET n° 339 896 938 00067), dont le siège social est situé ZAC Chapotin, 238 rue des frères voisin, 69970 Chaponnay, est tenue de respecter pour l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Creutzwald, sur le parc d'activité sud, les dispositions des articles suivants.

### Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2009 susvisé est modifié comme suit :

«

Rubrique	Libellé	Volume d'activité maximal	Classement
3410 - h)	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	Production de mousse PU : <b>25t/j</b>	A
2575	Emploi de matières abrasives telles que sable, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565 La puissance installée des machines fixes concourante au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20kW	Grenailleuse : <b>52 kW</b>	D
2661-1-c)	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)  1 - Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Pour la production de pièces PEHD, activité de soudure de gaines PEHD (soudure par extrusion et soudure miroir) : <b>9t/j</b>	D
2661-2-b)	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2 - Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage,	Découpe de gaines PEHD : <b>19t/j</b>	D

	broyage,..., etc.) La quantité de matières susceptible d'être traitée étant : b) supérieure ou égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j		
2663-2-b)	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2 - Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>	Stockage extérieur de gaines PEHD : 7 200m <sup>3</sup> Stockage extérieur de centreurs et bouchons : 300m <sup>3</sup> Stockage intérieur de tubes PEHD coupés ou chutes : 50m <sup>3</sup> Stockage de composants destinés au chutes : 500m <sup>3</sup> Stockage de produits finis : 1 450m <sup>3</sup> Total : <b>9 500m<sup>3</sup></b>	D

A : Autorisation D : Déclaration »

### **Article 3 : Arrêtés, circulaires, instructions applicables :**

Le tableau de l'article 1.7 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2009 susvisé est complété comme suit :

«

Dates	Textes
30/06/1997	Arrêté ministériel du 30/06/1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : "Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage"
14/01/2000	Arrêté ministériel du 14/01/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques])
14/01/2000	Arrêté ministériel du 14/01/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques])
4/11/2024	Arrêté ministériel du 4/11/2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460

»

#### **Article 4 : Compléments au dossier de réexamen IED**

L'exploitant transmet au préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la signature du présent arrêté, les compléments suivants à son dossier de réexamen IED :

- analyse de la conformité des installations au regard de tous les BREFs pour lesquels ses installations sont concernées, notamment les BREFS WGC et CWW ;
- positionnement de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral.

#### **Article 5 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Creutzwald et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

#### **Article 6 : Délais et voies de recours :**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.



La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

**Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le maire de Creutzwald sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société Isoplus Energie et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Jérôme Seguy